

LA GAUCHE FRANÇAISE ENTRE NATION, EUROPE ET MONDE

# Votez, démondialisez !

Raymond Klein

**Pour les primaires socialistes, le sujet était en vogue, pour le premier tour il est en retrait. Après avoir donné lieu à des débats passionnés, la démondialisation pourrait être au coeur des négociations sur une coalition gouvernementale.**

« Concept superficiel et simpliste » pour les uns, retour au « principe de souveraineté » pour les autres, la démondialisation a fait un buzz en France pendant l'été 2011. Lors de la primaire socialiste en octobre, Arnaud Montebourg, auteur de « Votez pour la démondialisation ! » a créé la surprise en terminant troisième avec 17,2 % derrière François Hollande et Martine Aubry. Depuis, malgré l'attention portée à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, dont les positions sont assez proches de celles de Montebourg, on parle moins de démondialisation. Mais si Hollande l'emporte, le débat au sein de la gauche reprendra en vue des législatives et de la formation d'un gouvernement - et il portera aussi sur les marges de manoeuvre dans une économie mondialisée.

Débat difficile, car démondialiser peut vouloir dire, selon les intervenants : taxer certaines importations pour se défendre contre le dumping social et écologique, reréguler le système bancaire et les marchés financiers, faire du protectionnisme au service d'une politique industrielle, ou carrément abandonner la mon-

naie unique. Ce dernier point divise notamment ceux qui voudraient juste revenir sur l'insertion de l'Europe dans la mondialisation libérale et ceux qui souhaitent revenir sur l'insertion de la France dans une Europe incurablement néolibérale. Notons que l'écologie ne joue au mieux qu'un rôle secondaire dans ce débat, et que peu d'économistes de gauche s'intéressent au mouvement des Transition towns (woxx 1118), pourtant une sorte de démondialisation par le bas.

## Alters et démons

Commençons par un cocorico : la paternité du terme de démondialisation, souvent attribuée à l'altermondialiste philippin et anglophone Walden Bello, revient en fait à Bernard Cassen, ancien président d'Attac et ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique. Dès 1996, celui-ci recommandait, au-delà de la résistance à la logique des marchés globaux, une stratégie offensive, afin de rétablir le contrôle démocratique des flux économiques et financiers. Cassen plaide pour une voie intermédiaire entre la renationalisation des économies et la mondialisation de l'espace public démocratique.

Bello, dans son livre de 2002, optait clairement pour un recentrage sur les marchés nationaux des économies des pays en voie de développement, à contrecourant de l'idéologie néolibérale qui exige de produire pour ex-

porter. Les difficultés de nombreux pays du Sud semblaient et semblent encore lui donner raison, même si le succès avec lequel la Chine a profité de la mondialisation laisse planer un doute. Là où l'altermondialiste avait certainement vu juste, c'est que les pays du Nord seraient également victimes de la mondialisation libérale, puisque la mise en concurrence des salariés tend à faire baisser les salaires dans les pays riches. Tout cela, Bello l'inscrit dans la critique de l'interdépendance excessive des économies, dont le cadre théorique a été élaboré par... John Maynard Keynes il y a presque 80 ans.

Pourtant, c'est à la crise du capitalisme mondial et au contexte des élections qu'on doit le regain d'intérêt pour la démondialisation en France : publication de deux livres de Jacques Sapir, puis d'Arnaud Montebourg, suivi d'un débat envenimé. En juin 2011, le Conseil scientifique d'Attac publie un texte critiquant le concept. Il serait superficiel parce qu'il se concentrerait sur les relations entre pays plutôt que sur les relations entre forces sociales, et simpliste parce que, dans des domaines comme l'écologie, il faudrait non pas moins, mais plus de mondialisation. Le texte mettait en garde contre le danger d'un repli national qui « tournerait le dos définitivement à une coopération entre les peuples » et contre celui d'une récupération de l'idée de démondialisation par le Front national. Dans le Monde di-

plomatique d'août 2011, l'économiste Frédéric Lordon publia une réplique cinglante, fustigeant les « défigurations de la démondialisation » tout en ridiculisant ses rivaux, depuis la « gauche pleurnicheuse » jusqu'à Arnaud Montebourg, trop « européen » à son goût.

## Hexagonalisation ?

Relevons la thèse centrale de Lordon : le problème central est celui de la souveraineté, et en pratique celle-ci ne peut être que nationale. Certes, il explique longuement que le protectionnisme et la sortie de l'Union européenne ne signifient pas l'abolition de tout échange international voire l'affrontement armé, mais pour lui, il n'y a clairement point de salut hors de la sphère nationale. Ainsi, le plus brillant défenseur de la « démondialisation » valide une partie des reproches des détracteurs. Pourtant, Bernard Cassen, qui a également condamné la position du Conseil scientifique d'Attac, est un bon exemple d'un « démondialisateur modéré » : dans son actualisation du texte de 1996, il continue à défendre un équilibre entre des « décisions unilatérales de rupture » à prendre par la France et la construction d'« ensembles de souveraineté plus vastes », notamment au niveau européen.

Concernant l'Union européenne, mise à part Marine Le Pen, dont les

La finance au coeur de la mondialisation. Intérieur du bâtiment de la très-chinoise « Shanghai and Pudong Development Bank », construit et occupé auparavant par la très-britannique « Hongkong and Shanghai Banking Corporation ».



PHOTO: RK

positionnements souverainistes et anti-européens procèdent d'une autre logique, tous les candidats des grands partis ont choisi des approches nuancées. Hollande, qui veut renégocier le traité de stabilité européen, est soutenu par Montebourg qui attend sans doute son heure. Mélenchon a fait le choix de la prudence, notamment en s'abstenant d'exiger la sortie de l'euro, revendication pourtant populaire au sein de son électorat. Quant à Eva Joly, à l'instar du parti vert, elle évite de trop critiquer l'Europe. Le scénario ébauché par Bernard Cassen l'été dernier reste pourtant possible : adoption par la France des décisions contraires aux traités européens, tollé dans les institutions bruxelloises, puis ralliement de mouvements sociaux d'autres pays européens faisant pression sur leurs gouvernements. Reste à savoir si le positionnement d'un éventuel gouvernement de gauche sera suffisamment radical pour conduire à une sorte de « Grenelle » européen faisant « sauter les verrous », comme l'espère Cassen.

En examinant les expériences successives de la gauche française avec le libre-échange et le protectionnisme, on comprend la difficulté d'imaginer une voie réaliste pour contrer la mondialisation libérale. En effet, l'approche modérée et pro-européenne s'est vue discréditée après les deux référendums sur Maastricht et sur la constitution. En 1992, le gros du PS, y compris Mélenchon, avait milité pour

le oui, pour constater ensuite les effets problématiques de l'ouverture des marchés et le blocage de l'évolution espérée vers une Europe politique et sociale. En 2005, les socialistes s'étaient carrément divisés sur la question, mais même les adeptes du oui ont dû perdre leur enthousiasme en voyant la voie prise par l'Union en réponse à la crise de la dette. Le sentiment général à gauche est que les règles liées à l'Union monétaire d'une part, l'hégémonie et le dogmatisme du partenaire allemand d'autre part, enferment la politique économique française dans un carcan néolibéral.

### Rupture, mézou ?

Un gouvernement de gauche aurait-il alors intérêt à tourner le dos à la construction européenne ? Faudrait-il mettre en place des politiques socialistes dans un seul pays en ayant recours à des taxes à l'importation et à la planche à billets ? Le souvenir des débuts de l'ère Mitterand rappelle que ce ne serait pas une partie de plaisir : à l'époque, le gouvernement avait tenté de freiner l'importation de magnétoscopes japonais, ce qui n'avait pas sauvé l'industrie française - trop chère et à la technologie obsolète - mais grandement mécontenté les consommateurs. Ce qui à l'époque paraissait difficile mais possible - qu'un pays de taille moyenne fasse cavalier seul - semble

aujourd'hui voué à l'échec. D'où le dilemme entre une rupture à l'échelle nationale, probablement suicidaire, et une rupture à l'échelle européenne, peu probable vu la composition et la posture des autres gouvernements.

Faut-il pour autant abandonner l'idée de rompre avec la mondialisation libérale ? On négligerait alors la forte valeur symbolique de la question. C'est en mobilisant partis politiques et mouvements progressistes autour de l'idée de « démondialisation » ou d'« altermondialisation » que la gauche européenne peut espérer créer un rapport de force plus favorable. D'ailleurs la recommandation du Conseil scientifique d'Attac, qui récuse le premier terme, devrait pourtant faire l'objet d'un large consensus : « Il sera alors nécessaire, pour le ou les gouvernements voulant rompre avec le néolibéralisme, de briser le carcan des traités européens, au besoin en menaçant de faire voler en éclats cet euro-là, de manière concertée avec d'autres peuples et mouvements sociaux. »

L'idée de menace sous-entend qu'on ne l'exécuterait qu'à contre-cœur, et les auteurs précisent leur position : « Mais cela n'aura aucunement le même sens que le repli national qui se profile derrière la notion de démondialisation. » Obtenir des négociations en brandissant la perspective d'un scénario où tout le monde serait perdant, cette approche peut se décliner à l'échelle mondiale.

« Il ne s'agit pas ici, du moins d'entrée de jeu, de se 'protéger', mais de négocier, avec des menaces crédibles de traitement réciproque, des solutions coopératives de recentrage, qui peuvent s'obtenir aussi bien par une coordination des politiques économiques, monétaires et de change », écrit par exemple l'économiste Pierre-Noël Giraud dans un article consacré au rétablissement du secteur industriel en Europe. Ainsi, plutôt que de démondialiser « contre le reste du monde », ce serait ensemble que les pays et régions chercheraient de nouveaux équilibres entre le local et le global.

Pour en savoir plus sur les arguments du débat, on pourra notamment consulter Le Monde diplomatique en ligne.

La revue Alternatives économiques a publié, entre autres, un dossier sur le déclin de la mondialisation en juin 2011 (accès payant). Plusieurs blogs hébergés par ces deux publications sont également consacrés à ce type de question.

Enfin, à côté du site d'Attac, on pourra consulter le site « Mémoire des luttes », avec, entre autres, des contributions de Jacques Sapir, de Bernard Cassen et d'Immanuel Wallerstein.